



**REGLEMENT DE CONSULTATION
N° B25-01052 -HTO**

PROCEDURE ADAPTEE RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UN ACCORD-CADRE MULTI ATTRIBUTAIRES POUR DES TRAVAUX MULTI TECHNIQUES AU CEA DE CADARACHE

POUR VOTRE INFORMATION :

La notification du marché au titulaire retenu interviendra via la plateforme PLACE.

Etapes de la procédure	Calendrier
Date limite de remise des offres	Le 26/06/2025 à 15h30
Date de la visite	<ul style="list-style-type: none">• Le mercredi 21 mai matin,• Ou le jeudi 22 mai matin,• Ou le jeudi 22 mai après-midi,• Ou le vendredi 23 mai matin,• Ou le vendredi 23 mai après-midi. <i>Les horaires seront à fixer au préalable avec le CEA.</i>

SOMMAIRE

1. OBJET.....	3
2. DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
3. PROCEDURE.....	3
3.1. Généralités.....	3
3.2. Type de procédure	3
3.3. Cotraitance.....	4
3.4. Conditions de participation à la consultation.....	4
3.5. Conflit d'intérêts.....	4
3.6. Réunion préalable et visite sur site.....	4
3.7. Questions des soumissionnaires.....	5
3.8. Modifications/Complément au Dossier de Consultation	5
3.9. Variantes	5
4. PRESENTATION DE L'OFFRE.....	5
4.1. Conditions de Prix	5
4.2. Contenu de l'offre.....	5
4.3. Validité de l'offre.....	8
4.4. Documents relatifs au respect de la réglementation fiscale et sociale à fournir par l'attributaire du marché..	8
5. REMISE DES OFFRES ELECTRONIQUES	8
5.1. Date limite de remise des offres électroniques.....	8
5.2. Forme de remise des offres électroniques	8
6. DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	9
6.1. Sous-traitance.....	9
6.2. Confidentialité.....	9
7. JUGEMENT DES OFFRES	10
8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	10
ANNEXE 1 - DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT DE 1ER RANG	11
ANNEXE 2 - DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT DE 2 ND RANG (OU PLUS)	12
ANNEXE 3 - GRILLE D'ÉVALUATION POUR LE CRITÈRE QUALITÉ - SANTÉ - SECURITÉ - ENVIRONNEMENT	13
ANNEXE 4 – ATTESTATION DE VISITE	15
ANNEXE 5 – COORDONNEES DU SOUMISSIONNAIRE	16

**REGLEMENT DE CONSULTATION
N° B25-01052 -HTO**

1. OBJET

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions de déroulement de la consultation relative à la mise en place accord-cadre multi attributaires ayant pour objet la réalisation de travaux multi techniques sur le site du CEA de Cadarache pour le compte du Département de support technique et gestion / Service technique et logistique (STL) du CEA de Cadarache.

2. DOCUMENTS APPLICABLES

La présente consultation est régie, par ordre de priorité décroissante, par les documents ci-après :

- les prescriptions de sécurité – sûreté nucléaire – radioprotection du marché et leurs annexes (référentiels correspondants),
- les dispositions particulières fixées dans le présent règlement de consultation et ses annexes,
- le projet d'accord-cadre référencé B25-01052 -HTO
- le cahier des charges référencé DG/CEACAD/DSTG/STL/GTP/CDC-25-053, et concernant les scénarios, les cahiers des charges référencés suivants :
 - o Réfection bureaux : DG/CEACAD/DSTG/STL/GTP – 25-059,
 - o Réfection escalier R1: DG/CEACAD/DSTG/STL/GTP – 25-058,
 - o Extension 151 : DG/CEACAD/DSTG/STL/GTP – 25-057.
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
- la Procédure d'Entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR026,
- les Conditions Générales d'Achat (**CGA**) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
- le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc...).

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Les documents relatifs :

- aux Conditions Générales d'Achat du CEA (Français et Anglais),
- aux Marchés spécifiques de sous-traitance,
- aux Marchés d'Assainissement radioactif et démantèlement nucléaire du CEA, sont disponibles sur le site : www.cea.fr rubrique Entreprises.

3. PROCEDURE

3.1. Généralités

Le CEA est soumis aux dispositions des textes en vigueur fixant les règles applicables aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs.

Les conditions d'exécution de l'accord cadre et de ses marchés subséquents ainsi que les différentes dispositions applicables font l'objet d'un projet d'accord-cadre joint au dossier de consultation.

Pour assurer le suivi de ses fournisseurs, le CEA dispose d'un outil d'évaluation relatif à l'exécution de ses marchés. Dans ce cadre, le CEA peut être amené à réaliser des audits et/ou à demander des plans d'actions correctives à ses fournisseurs.

3.2. Type de procédure

La procédure de passation retenue au titre de la présente consultation est la procédure adaptée définie à l'article L.2123-1 du code de la commande publique (ci-après désigné par CCP).

Conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du code de la commande publique, cette procédure intègre une phase de négociation.

Le CEA se réserve cependant la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans négociation.

Le nombre d'attributaires prévu pour le présent accord-cadre est fixé à 3.

La participation des candidats à la présente consultation emporte leur pleine acceptation sur cette procédure. Le soumissionnaire n'aura droit à aucune indemnité pour les études et frais divers qu'il aura engagés pour la préparation de l'offre.

Sans que sa responsabilité ne puisse être engagée, le CEA se réserve la possibilité de ne pas donner suite à la consultation.

3.3. Cotraitance

La cotraitance est autorisée. La convention de groupement doit être remise avec l'offre.

Il est interdit de cumuler les candidatures :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Les groupements seront des :

- ☒ Groupements Momentanés d'Entreprises Solidaires,
ou
- ☒ Groupements Momentanés d'Entreprises Conjointes. Le mandataire devra être solidaire de toutes les entreprises membres du groupement.

3.4. Conditions de participation à la consultation

Pour participer à cette consultation, l'entreprise ou le groupement devra :

- présenter une capacité financière et professionnelle suffisante pour les prestations objet de la consultation,
- ne pas être dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévu aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique.

3.5. Conflit d'intérêts

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêts à l'occasion de l'exécution du marché, objet de la présente consultation, chaque soumissionnaire s'engage à avertir sans délai le CEA s'il se trouve (ou son sous-traitant pressenti) en situation de détenir un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ de la présente consultation. Le cas échéant, le soumissionnaire peut néanmoins candidater au marché, objet de la présente procédure, à condition qu'il apporte la preuve au CEA qu'il ne dispose d'aucun avantage de nature à fausser la concurrence et à constituer une rupture d'égalité avec les autres soumissionnaires.

Dans ces conditions, et dans l'hypothèse où les éléments d'information fournis par le soumissionnaire ne s'avèreraient pas suffisamment convaincants pour le CEA, son offre sera rejetée.

En raison de la teneur de la prestation, les soumissionnaires ne doivent avoir aucun lien juridique ou contractuel ou financier, de nature à créer une situation de conflit d'intérêts, au sens de l'article L2141-10 du code de la commande publique, avec les entreprises titulaires des marchés sur lesquels porte la prestation.

3.6. Réunion préalable et visite sur site

Le soumissionnaire est tenu de se rendre sur place pour participer à une réunion de présentation du dossier et des conditions spécifiques d'exécution, notamment des contraintes liées à la localisation du site, les accès, les conditions de travail.

Cinq créneaux de visites sur site sont prévus :

- Le mercredi 21 mai matin,
 - Ou le jeudi 22 mai matin,
 - Ou le jeudi 22 mai après-midi,
 - Ou le vendredi 23 mai matin,
 - Ou le vendredi 23 mai après-midi.
- Les horaires seront à fixer au préalable avec le CEA.*

Le soumissionnaire devra prendre contact avec l'interlocuteur technique du CEA (coordonnées au paragraphe 0 infra) afin d'établir les formalités d'accès au site. Il est tenu de communiquer, au moins 7 jours ouvrés avant la date de la visite, les coordonnées de chaque participant.

Il est précisé que cette réunion préalable présente un caractère obligatoire pour la recevabilité de l'offre et qu'aucune autre visite ne sera organisée.

A défaut de participer à l'une de ces visites, l'offre du soumissionnaire sera écartée.

Chaque candidat doit se munir de l'attestation de visite jointe en Annexe 4 à signer contradictoirement par le représentant du candidat et par le responsable CEA chargé de la visite.

3.7. Questions des soumissionnaires

Les questions éventuelles des soumissionnaires à l'issue des visites doivent être communiquées par écrit **via la plateforme PLACE**, au plus tard **dix (10) jours** avant la date limite de remise des offres.

Les questions seront posées via un fichier navette conforme au modèle au format Excel joint au DCE.

Une réponse écrite de la part du CEA sera fournie à tous les soumissionnaires à des fins d'égalité de traitement, sauf s'il convient de préserver la confidentialité des démarches innovantes du soumissionnaire. Dans ce cas, le soumissionnaire concerné devra explicitement informer le CEA du caractère confidentiel de sa demande et le motiver. Si le caractère innovant est avéré, ces questions/réponses ne seront envoyées qu'au soumissionnaire concerné.

3.8. Modifications/Complément au Dossier de Consultation

Le CEA se réserve la possibilité d'apporter des modifications et/ou compléments au dossier de consultation après son envoi et au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres. Les soumissionnaires devront présenter leur offre sur la base du dossier de consultation ainsi modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les soumissionnaires, la date limite de remise des offres était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.9. Variantes

La présentation de variantes n'est pas autorisée.

4. PRESENTATION DE L'OFFRE

Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre doivent être rédigés en langue française (ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté s'ils émanent d'une autorité étrangère).

4.1. Conditions de Prix

Les prix relatifs aux 3 scénarios et taux plafonds proposés seront établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre et suivant les dispositions contenues dans le projet d'accord-cadre joint au présent dossier de consultation.

Les prix et taux plafonds incluent toutes les sujétions définies dans les documents cités au paragraphe 2 du présent règlement de consultation.

4.2. Contenu de l'offre

L'offre devra être composée des éléments suivants :

Sur le plan administratif : Offre-administrative

- Le formulaire DC1 (Lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants) ou équivalent,
- Le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), ou équivalent,

Ces formulaires sont disponibles sur le site Internet suivant :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-4 du CCP, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

- Le cahier des charges et le projet de marché dûment paraphés et signés, valant acceptation sans réserve,
- Les pièces justificatives des certifications ou habilitations mentionnées dans le cahier des charges et a minima les pièces suivantes :
 - o Travaux électrique : B0-H0V (travaux d'ordre non électrique) ou BS (travaux électrique),

- Amiante : personnel habilité à travailler en sous-section 4 ainsi que le matériel nécessaire à ces interventions,
- Conduite d'engin : CACES (approprié à l'engin),
- Port du harnais (si travaux en hauteur sans EPC).

Dans le cas où le soumissionnaire ne disposerait pas de ces certifications ou habilitations, il devra fournir dans son offre pour chaque corps d'état:

- Le niveau d'avancement des démarches engagées par le soumissionnaire, ses cotraitants et sous-traitants éventuels, pour l'obtention des certifications professionnelles demandées.
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffres d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles,
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle en cours de validité,
- La copie du ou des jugements prononcés si le soumissionnaire (ou une société en cas de groupement) est en redressement judiciaire,
- Le certificat répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités (ou, à défaut de la fourniture de ce certificat, un document du soumissionnaire attestant des démarches en cours pour être en conformité avec cet arrêté),
- Les annexes 1 et/ou 2 renseignées en cas de sous-traitance,
- L'annexe 4 attestation de visite dûment complétée et signée,
- L'annexe 5 (coordonnées du soumissionnaire) ci jointe dûment complétée,
- Un document attestant de la qualité du signataire (prénom, nom, pouvoir, etc.) accompagné d'une lettre de délégation ou de subdélégation de pouvoir.

Sur le plan commercial : **Offre-commerciale**

Le répertoire « Offre commerciale » doit être composé impérativement des éléments précisés comme suit :

- Les taux horaires plafonds et tous les onglets du cadre de décomposition des prix , tels que figurant dans l'annexe jointe (**format .xlsx**) à la présente consultation.
- Les cadres de Décomposition des Prix forfaitaires relatifs aux trois scénarios tels que décrits dans le descriptif attendu de l'offre technique infra, suivant l'annexe jointe (**format .xlsx**) à la présente consultation.

Sur le plan technique : **Offre-technique globale**

- Les moyens matériels et humain qui interviendront avec la démonstration de la capacité technique du soumissionnaire à piloter l'accord cadre et à répondre aux expressions de besoins du CEA pour l'exécution des marchés subséquents.

Offre-technique : Étude de la cohérence technique des scenarii

- Une proposition technique détaillée exposant les choix techniques et démontrant leur crédibilité, Les trois scenarii présentés par le CEA et joints au DCE sont les suivants :

- Scénario 1 : modernisation de 6 bureaux (ex bureau 12 bât 177) et cloisonnement d'une salle de réunion en 2 bureaux,
- Scénario 2 : Réfection escalier R1,
- Scénario 3 : Extension bât 151.

Pour chacun des scenarii, le soumissionnaire devra :

- Présenter les choix, solutions et descriptifs techniques proposés pour y répondre en remettant une proposition technique spécifique à chaque scénario,
- La liste des outillages, matériels et équipements techniques qui interviendront pour l'exécution de la prestation,
- Les indications concernant les procédés d'exécution envisagés, modes opératoires, LOFC/LOMC ...
- Fournir un planning de réalisation,
- Le soumissionnaire présentera l'ensemble des mesures organisationnelles pour assurer le respect des jalons du planning de réalisation de son offre,

- Renseigner le cadre de décomposition des prix spécifique à chaque scénario, suivant le fichier excel du présent DCE qui n'est pas modifiable. Les quantités y figurant ont été fixées par le CEA afin de permettre une comparaison des offres à isopérimètre.

Sur le plan organisation, maîtrise et coordination de l'accord cadre: PAQP- préliminaire

Le soumissionnaire fournit un Plan d'Assurance Qualité Particulier en version préliminaire, spécifique à cet accord cadre, comprenant a minima les points suivants :

- L'organisation mise en œuvre pour mener à bien la prestation dans les délais impartis, avec le rôle de chacun des acteurs (opérationnels, encadrement...) de cette organisation, dont les effectifs prévisionnels pour chacun des corps d'états et le justificatif du dimensionnement des ressources selon les différentes phases des travaux pour adapter ses interventions à la coactivité afin d'éviter tout arrêt ou suspension de travaux.
- Un descriptif détaillé des profils type des intervenants comprenant l'expérience professionnelle, les compétences, qualifications et habilitations requises ainsi que des modalités et délais de mise en place pour chacune des prestations identifiées dans le cahier des charges,
- Les dispositions de suivi du déroulement de sa mission, sur les aspects techniques et contractuels et en particulier l'organisation mise en œuvre pour assurer la coordination et le suivi des différents sous-traitants.
- Les dispositions mises en œuvre pour assurer la maîtrise des documents à fournir et en particulier le suivi de la prise en compte des observations du CEA,
- Les dispositions retenues pour assurer la continuité des prestations en cas d'indisponibilité d'un intervenant.
- Les dispositions mises en œuvre pour assurer la maîtrise de la sous-traitance.
- Un descriptif de la politique et de l'organisation en matière de qualité, sécurité et environnement :
 - o Un descriptif de son organisation qualité : certification qualité conforme ou système qualité en conformité avec la norme ISO 9001 et de la démarche d'amélioration continue de son système de management environnemental et de ses performances environnementales (en conformité avec la norme ISO 14001).
 - o Les certifications qualité ou documents équivalents.
- **L'Erreur ! Source du renvoi introuvable.** 3 du présent document renseignée, relative à la politique et l'organisation sécurité ainsi que son déploiement sur le site.
- Les résultats des candidats en matière de sécurité (taux de fréquence des accidents survenus au personnel de l'entreprise et de ses sous-traitants pendant les trois dernières années, taux de gravité, objectifs de politique sécurité).
- Les modalités de gestion et conditionnement des déchets générés par le Titulaire, conformément aux exigences du cahier des charges.
- L'adéquation de la formation et de l'expérience des travailleurs exerçant les missions de surveillance ainsi que les modalités de présences de ceux-ci.

Les aspects « Responsabilité Sociétale de l'Entreprise » (RSE) seront également à présenter dans « PAQP préliminaire », avec à minima les éléments suivants:

Les mesures mises en œuvre afin de maîtriser voire réduire l'impact environnemental de la prestation et que le soumissionnaire s'engage à mettre en œuvre dans le cadre de cet accord cadre: Ces mesures feront l'objet d'un suivi et seront présentées en réunion d'enclenchement, dont par exemples :

- o La protection de l'environnement et de la biodiversité et la prévention des risques environnementaux et sanitaires,
- o La limitation des émissions de GES, notamment celles dues aux transports (y compris origine des matières premières), déplacements des personnes (y compris la formation à l'éco-conduite ou le télétravail),
- o La promotion de l'écoconception,
- o La consommation responsable de l'énergie et des ressources naturelles,

- La limitation de la production de déchets, la mise en place d'une gestion durable des déchets et d'une économie circulaire (réemploi, réutilisation, recyclage, tri et valorisation), l'utilisation d'éléments recyclés et/ou issus du réemploi,
- L'optimisation des emballages, l'utilisation d'emballages en matériaux écologiques, recyclés, recyclables,
- Les exutoires existants pour la gestion des produits en fin de vie.

Les actions proposées relevant de conditions d'exécution socialement responsables dans le cadre de la prestation et que le soumissionnaire s'engage à mettre en œuvre dans le cadre de cet accord-cadre: (ces mesures feront l'objet d'un suivi et seront présentées en réunion d'enclenchement), par exemple :

- Les formations dispensées allant au-delà des exigences réglementaires,
- Les actions QVT mises en place telle que la possibilité de réaliser la prestation en télétravail ;
- Les actions concrètes en faveur de l'égalité homme-femme,
- Les actions concrètes contre le harcèlement, la corruption et toute forme de discrimination,
- Les actions en faveur de la sécurité des personnes,
- Toute action en faveur de l'insertion de publics éloignés de l'emploi dont la cotraitance ou la sous-traitance d'une partie de la prestation à une structure de l'Économie Sociale et Solidaire (ESAT, entreprise adaptée, etc...),
- Ou toute autre action allant dans le sens de l'amélioration des conditions de travail des salariés affectés aux prestations objet du Cahier Des Charges.

En ce qui concerne la sous-traitance : Offre-sstr

- La liste des sous-traitants envisagés, ainsi que les prestations qui ont vocation à être sous-traitées.
- Les formulaires de demande d'acceptation préalable des sous-traitants (pour chacun d'eux), conformes aux modèles joints en Annexe 1 et Annexe 2.
- En cas de sous-traitance des travaux sous amiante : références de travaux similaires.

Pour le personnel sur site :

- Le nombre et la qualification du personnel appelé à intervenir sur le site du CEA de Cadarache.

4.3. Validité de l'offre

L'offre est valable 6 (six) mois à compter de la date limite de remise des offres.

4.4. Documents relatifs au respect de la réglementation fiscale et sociale à fournir par l'attributaire du marché

Conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 et R.2143-16 du CCP, l'entreprise retenue par le CEA ne pourra devenir Titulaire du marché qu'à la condition de transmettre avant sa signature et dans le délai fixé par le CEA :

- les pièces prévues aux articles D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou D.8222-7 et D.8222-8 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du travail, qui sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

Dans le cas où l'entreprise retenue ne produirait pas ces documents dans le délai imparti, son offre sera rejetée sans autre formalité.

5. REMISE DES OFFRES ELECTRONIQUES

5.1. Date limite de remise des offres électroniques

Les offres des soumissionnaires devront être remises au plus tard le **26/06/2025 avant 15h30** .

Tout dossier reçu après cette date sera écarté d'office.

5.2. Forme de remise des offres électroniques

Les offres des soumissionnaires devront être transmises à l'adresse indiquée ci-après :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Conditions d'utilisation et prérequis techniques :

Pour répondre aux appels d'offres du CEA, il est nécessaire de s'inscrire sur PLACE. Pour cela, il faut vous munir de votre numéro de SIRET. Si vous disposez déjà d'un compte sur PLACE, il est aussi opérationnel pour les appels d'offres du CEA.

Si vous aviez déposé des documents dans le coffre-fort électronique du portail des marchés du CEA, il faudra les reporter dans PLACE.

Pour toute question, vous pouvez vous référer à la rubrique Aide de PLACE ou contacter le support au :

Hotline : 01.76.64.74.07

Remise d'une offre au format électronique :

L'enveloppe d'offre doit être au format « zip » contenant les éléments mentionnés dans le présent règlement de consultation.

Ces fichiers seront nommés selon le contenu du fichier, par exemple : offre-technique.pdf

Le nom donné à l'enveloppe électronique d'offre sera : offre-nomsociete-B25-01052 -HTO.zip

Possibilité de remettre une copie de sauvegarde (facultatif) :

Le soumissionnaire peut envoyer parallèlement une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique, soit sur support papier, soit sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde sera ouverte :

- lorsqu'est détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique,
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde sera détruite à l'issue de la procédure si elle n'a pas été utilisée.

Si un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci sera écartée.

La copie de sauvegarde devra être envoyée dans les délais impartis pour la remise des offres à l'adresse indiquée ci-après :

CEA/Cadarache

Service des marchés et achats – Bât 122

13108 SAINT PAUL LEZ DURANCE Cedex

A l'attention de Mme TOURNOIS OUESLATI Hanène

Elle sera remise sous double enveloppe cachetée composée :

- d'une enveloppe extérieure sur laquelle sera mentionnée l'adresse du CEA indiquée ci-dessus,
- d'une enveloppe intérieure, portant le nom du soumissionnaire et la mention « **COPIE DE SAUVEGARDE - CONSULTATION – B25-01052 -HTO – NE PAS OUVRIR** », en lettres capitales.

La copie de sauvegarde pourra être transmise par courrier ou déposée par porteur au guichet d'accueil du Service des marchés et achats – Bât.122 – dans le strict respect du délai mentionné ci-dessus et contre remise d'un récépissé. Pour déposer une copie de sauvegarde, le porteur doit disposer d'un avis de rendez-vous fait auprès de l'acheteur dont les coordonnées figurent au paragraphe 0 infra. Cette demande d'avis de rendez-vous doit être établie au minimum 7 jours ouvrés avant la date de dépôt de l'offre.

Tout dossier ne respectant pas le formalisme du paragraphe 5.2 pourra être écarté.

6. DISPOSITIONS PARTICULIERES

6.1. Sous-traitance

Si un soumissionnaire envisage de sous-traiter une partie du marché, il présentera obligatoirement le(s) sous-traitant(s) concerné(s) à l'acceptation du CEA sur la base des formulaires joints en annexes 1 et 2. Les sous-traitants pourront également être déclarés en cours d'exécution du marché. Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre des articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Le CEA se réserve le droit de demander la communication du (ou des) contrat(s) de sous-traitance ou (et) de ne pas accepter un (ou des) sous-traitant(s) proposé(s).

6.2. Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les sociétés consultées ne doivent pas utiliser ou transmettre des informations issues de la présente consultation à des tiers dans un but autre que celui de répondre à la présente consultation.

Le soumissionnaire s'engage à ne jamais communiquer ou publier en France ou à l'étranger, sans l'autorisation préalable et écrite du CEA, les résultats des études auxquelles auront pris part ses salariés, ainsi que les renseignements de toute nature dont ils auront eu connaissance à l'occasion de la présente consultation et

notamment les informations relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ou aux Installations Nucléaires de Base (INB).

Le soumissionnaire doit préciser quelles sont les informations confidentielles contenues dans son offre. Il précise l'usage qui peut en être fait, la durée de l'obligation de confidentialité, les personnes tenues au secret et les personnes auxquelles l'information ne doit pas être transmise.

7. JUGEMENT DES OFFRES

L'offre sera analysée conformément aux critères pondérés de sélection suivants :

CRITERE ECONOMIQUE

- C1 – PRIX suivant Scénarios joints DCE (55 points)

Le soumissionnaire doit chiffrer forfaitairement de manière distincte les 3 scénarios représentatifs de futurs marchés subséquents.

Le soumissionnaire doit par ailleurs obligatoirement indiquer les taux plafonds applicables aux 7 profils type (ou équivalents) indiqués dans le DCE et auxquels le CEA a affecté un quantitatif « scénario ».

Le cumul de ces 3 forfaits et du quantitatif « scénario » affecté aux 7 profils type sera pris en compte pour la notation du critère économique.

AUTRES CRITERES

- C2- Qualité de l'offre technique aux regard des exigences définies dans chaque cahier des charges des scénarii, évaluée au travers de l'analyse de l'étude technique des 3 scénarii (25%),
- C3 – Organisation et moyens matériel et humain mis en œuvre pour le pilotage de l'accord cadre et l'exécution des marchés subséquents et pour le suivi de ses aspects qualité, sécurité, environnement, notamment appréciés au travers du PAQP- préliminaire spécifique à l'accord cadre. **Une attention particulière sera portée aux dispositions proposées pour démontrer la maîtrise de l'organisation fonctionnelle et la capacité à assurer la coordination des différents intervenants (Moyens propres, cotraitants et sous-traitants).** (20%).

8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour toute(s) précision(s) et/ou renseignement(s) complémentaire(s), le soumissionnaire est prié de s'adresser :

En ce qui concerne la partie technique :

Unité : DG/CEACAD/DSTG/STL/GTP

Nom : M DUROT Olivier

Email : olivier.durot@cea.fr

Tél : 04.42.25.4.53

En ce qui concerne la partie commerciale :

Service des marchés et achats

Unité : DG/CEACAD/DSTG/SMA

Nom : Mme TOURNOIS OUESLATI Hanène

Tel : 04.42.25.72.38

Email : hanene.tournoisoueslati@cea.fr

Informations plateforme : **Christel DAGUT-PAVAGEAU** - Tél 04.42.25.23.79

Annexe 2 - DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT DE 2nd RANG (OU PLUS)

Annexe 3 - GRILLE D'ÉVALUATION POUR LE CRITÈRE QUALITÉ - SANTÉ - SECURITÉ - ENVIRONNEMENT

À compléter par les soumissionnaires

QUESTIONNAIRE SANTE SECURITE - OFFRES													
Politique et organisation santé/sécurité													
1. Dans votre entreprise, existe-t-il une politique santé sécurité traduite dans un engagement de la direction générale, charte, politique sécurité connue de l'ensemble des salariés ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Fournir pièce jointe si possible												
2. Décrivez sommairement l'organisation santé-sécurité de votre entreprise : moyens affectés, politique de sous-traitance	Fournir pièce jointe si possible												
3. Décrivez l'organisation santé-sécurité de votre entreprise dans le cadre de la prestation objet du cahier des charges : moyens affectés, politique de sous-traitance	À joindre à l'offre												
4. Existe-t-il un système de délégation de pouvoir spécifique en matière de santé sécurité dans le cadre de la prestation ? Dans l'affirmative, veuillez décrire le système.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Fournir pièce jointe si possible												
5. La prestation sera-t-elle couverte par un système de management de la santé et de la sécurité au travail (type OHSAS 18001 ou équivalent) ?	Oui <input type="checkbox"/> Référentiel : Non <input type="checkbox"/>												
Déploiement sur site :													
6. Veuillez indiquer si vous déployez des procédures chantier en précisant si les points suivants sont mis en œuvre a) Plan d'action spécifique chantier b) Visites de sécurité (si oui préciser la fréquence) c) Nomination d'un animateur ou correspondant santé sécurité d) Système d'information du personnel Dans l'affirmative, décrire le système.	À joindre à l'offre Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Fréquence : Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>												
Résultats													
7. Indiquez pour les 3 dernières années vos Tf et Tg ainsi que les moyennes sectorielles	<table border="1"> <tr> <td></td> <td>n-3</td> <td>n-2</td> <td>n-1</td> </tr> <tr> <td>Tf</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Tg</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </table> Moyennes sectorielles Tf : Tg :		n-3	n-2	n-1	Tf				Tg			
	n-3	n-2	n-1										
Tf													
Tg													
QUESTIONNAIRE RSE – OFFRES													
Politique environnementale et sociétale													
8. Avez-vous inscrit le respect de l'environnement, de la biodiversité, des écosystèmes, des espèces menacées et/ou du climat dans votre politique d'entreprise? (certificat 14001, charte interne...)	Joindre politique, certificat(s)												
9. Avez-vous une politique, un label sur la mixité, l'égalité hommes/femmes...	Joindre politique, label, charte												
10. Les procédés de fabrication de votre société / les services réalisés dans le cadre du marché prennent-ils en compte une optimisation des ressources (eau, énergie..) et une optimisation des rejets? si oui, expliciter.													
11. Quelles sont les actions menées par l'entreprise pour protéger la santé ou améliorer le bien-être des travailleurs (matières premières ou procédés de fabrication plus respectueux, politique d'entreprise qui intègre la responsabilité sociale,...)													
12. Envisagez-vous de faire appel à du personnel en insertion dans le cadre de ce contrat ?													
Emballages													
13. Votre entreprise a-t-elle défini une politique environnementale relative aux emballages (réduction des emballages, utilisation d'emballages en matériaux écologiques, recyclés, recyclables) ?													

14. Cette politique pourrait-elle être mise en œuvre dans le cadre du marché ? si oui, expliciter.	
Transports jusqu'au site client	
15. Eventuellement : quelles actions proposez-vous lors de l'exécution de ce marché pour diminuer l'impact environnemental de vos transports ? Exemples : optimisation du chargement des camions, circuit de distribution, formation à l'éco-conduite des commerciaux/livreurs, différentes tailles de camion, norme euro des camions, transport par train ou bateau...	
Déchets	
16. Votre entreprise a-t-elle défini une politique environnementale relative à ses déchets (recyclage, réutilisation, valorisation...) ?	
17. Cette politique pourrait-elle être mise en œuvre dans le cadre du marché ? si oui, expliciter.	

Annexe 4 – ATTESTATION DE VISITE
À compléter par les soumissionnaires



Cadarache, le

Consultation : B25-01052 -HTO

Je soussigné M.
représentant l'entreprise (ou le groupement d'entreprise)
Atteste avoir effectué la visite des installations

le

Cette visite obligatoire, a été réalisée par les représentants de l'entreprise désignés ci-après :

-
-

Je certifie enfin, que lors de cette visite, le CEA n'a à aucun moment entravé l'accès aux informations accessibles et nécessaires à l'élaboration d'une proposition technico-économique dans le cadre de la consultation citée en objet.

Pour le soumissionnaire

Pour le CEA

Annexe 5– COORDONNEES DU SOUMISSIONNAIRE

A compléter par les soumissionnaires

Référence de l'offre

N/REF : B23-05430-HTO

V/REF (référence interne de votre offre à rappeler dans nos différents échanges) :

Raison sociale et immatriculation de la société

Société :

Immatriculée au R.C.S de XXXX :

SIRET :

SIREN :

Adresse du siège social :

Siège social :

Directeur de la société / Représentant de la société :

Adresse de l'établissement réalisant la prestation :

Nom :

Adresse de l'établissement :

Personne dûment habilitée à engager la société et à signer les commandes (joindre la lettre de pouvoir / délégation / subdélégation) :

Représentée par Mr/Mme (Nom, Prénom) :

Agissant en qualité de (Fonction) :

Le Service des marchés et achats du CEA peut contacter l'entreprise aux coordonnées ci-dessous :

Correspondant technique :

Nom Prénom :

N° Tél fixe :

N° Tél mobile :

N° Fax :

Courriel :

Correspondant commercial :

Nom Prénom :

N° Tél fixe :

N° Tél mobile :

N° Fax :

Courriel :

Correspondant technique :

Nom Prénom :

N° Tél fixe :

N° Tél mobile :

N° Fax :

Courriel :